



**PRÉFET
DU VAR**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction départementale
des territoires et de la mer du Var**
Service Urbanisme et Affaires Juridiques
Bureau contentieux administratif et conseil
n° 2022/10

ARRÊTÉ PRÉFECTORAL n° DDTM/SUAJ-2022/10

portant ouverture et organisation d'une enquête publique relative à une demande d'autorisation de défrichement liée à la demande de permis d'aménager pour un projet de parc logistique à l'adresse suivante : Zone d'Aménagement Concerté « NICOPOLIS » - Secteur 5 - 83170 Brignoles

Le préfet du Var,

- Vu** le code forestier et notamment ses articles L.341-1 et suivants et R.341-1 et suivants ;
- Vu** le code de l'urbanisme et notamment ses articles L.422-2, R.421-1 et R.423-57 ;
- Vu** le code de l'environnement et notamment ses articles L.123-1 et suivants et R.123-1 et suivants ;
- Vu** la demande d'autorisation de défrichement n° 21.286/40 déposée par la société LOG SUN SCCV – 6 place de la Pyramide – 92800 PUTEAUX ;
- Vu** les pièces du dossier comportant notamment une étude d'impact et son résumé non technique ;
- Vu** l'avis de l'autorité environnementale ;
- Vu** les avis recueillis au cours des instructions administratives ;
- Vu** la décision de madame la présidente du tribunal administratif de Toulon du 19 avril 2022 désignant monsieur André LALOYLAUX pour assurer la mission de commissaire enquêteur ;
- Vu** la concertation avec le commissaire enquêteur du 13 juin 2022, telle que prévue par le premier alinéa de l'article R.123-9 du code de l'environnement ;

Considérant qu'il y a lieu de soumettre à enquête publique la demande susvisée d'autorisation de défrichement liée à la demande de permis d'aménager pour un projet de parc logistique à l'adresse suivante : Zone d'Aménagement Concerté « NICOPOLIS » - Secteur 5 - 83170 Brignoles ;

Sur proposition du directeur départemental des territoires et de la mer ;

ARRÊTE

Article 1 : Objet de l'enquête

Il sera procédé à une enquête publique, dans les formes prescrites par le code de l'environnement, portant sur la demande d'autorisation de défrichement liée à la demande de permis d'aménager pour un projet de parc logistique à l'adresse suivante : Zone d'Aménagement Concerté « NICOPOLIS » - Secteur 5 - 83170 Brignoles.

Le projet est porté par la société LOG SUN SCCV. La demande d'autorisation de défrichement porte sur une superficie de 35,08 ha et concerne les parcelles cadastrales section BW n°208 et 211, BS n°328, 339 et 340, situées sur la commune de Brignoles.

Les informations concernant le projet mis à l'enquête pourront être demandées auprès de la société LOG SUN SCCV – 6 place de la Pyramide – 92800 Puteaux.

Les responsables du projet sont madame Annabelle FERNIQUE (a.fernique@ingea-ingenierie.fr) et monsieur Jean-Paul BELORGEY (jean-paul.belorgey@gemfi.com).

Article 2 : Informations environnementales

Le projet a fait l'objet d'une étude d'impact prévue par les articles L.122-1 et suivants et R.122-1 et suivants du code de l'environnement. L'étude d'impact et son résumé non technique sont joints au dossier d'enquête.

L'avis de l'autorité environnementale joint au dossier est consultable sur le site internet de la DREAL PACA (<http://www.paca.developpement-durable.gouv.fr>) ou sur le site internet de l'État dans le Var (<http://www.var.gouv.fr>).

Article 3 : Publicité de l'enquête

Un avis d'enquête informera le public de l'ouverture et des conditions de déroulement de l'enquête publique.

- Il sera publié en caractères apparents et aux frais de la société LOG SUN SCCV, quinze jours au moins avant le début de l'enquête dans deux journaux locaux diffusés dans tout le département. Ces journaux seront versés au dossier d'enquête.

- Il sera, quinze jours au moins avant le début de l'enquête et durant toute la durée de celle-ci, publié par voie d'affiches par la société LOG SUN SCCV, et éventuellement par tous autres procédés en usage sur le territoire de la commune de Brignoles par les soins de son maire. Il sera justifié de l'accomplissement de cette formalité par un certificat établi par le maire et versé au dossier d'enquête.

- L'avis d'enquête publique sera, quinze jours au moins avant le début de l'enquête et durant toute la durée de celle-ci, affiché, sauf impossibilité matérielle justifiée, par les soins du responsable du projet sur les lieux ou en un lieu situé au voisinage des aménagements, ouvrages ou travaux projetés et visible de la voie publique, les caractéristiques et dimensions de l'affichage de l'avis d'enquête étant fixées par arrêté du 9 septembre 2021 (NOR: TRED2124162A).

Il sera également mis en ligne sur le site internet de l'État dans le Var à l'adresse visée ci-dessous.

Article 4 : Dates et lieu de l'enquête

L'enquête se tiendra en mairie de Brignoles, du **1^{er} août 2022 au 2 septembre 2022**, soit 33 jours.

Le dossier et le registre d'enquête seront tenus à la disposition du public pendant toute la durée de l'enquête au siège de l'enquête. Toute personne pourra en prendre connaissance aux jours et heures habituels d'ouverture des bureaux au public :

Mairie de Brignoles
9, place Carami - BP 307 83177 Brignoles Cedex du lundi au vendredi : 8h à 12h et de 13h30 à 17h - le samedi de 9h à 12h

Le dossier sera en outre consultable pendant la durée de l'enquête sur le site internet des services de l'État dans le Var à l'adresse suivante : <http://www.var.gouv.fr>.

L'accès gratuit au dossier est également possible depuis un poste informatique installé en préfecture du Var aux heures d'ouverture habituelles de celle-ci.

Le public pourra consigner ses observations et propositions sur le registre d'enquête tenu à sa disposition par la mairie de Brignoles. Ce registre, établi sur feuillets non mobiles, sera ouvert, coté et paraphé par le commissaire enquêteur.

Il pourra également les adresser par courrier postal au siège de l'enquête ou par voie dématérialisée en utilisant le formulaire de "contact" accessible sur le site internet des services de l'État dans le Var à l'adresse ci-dessus.

Les courriers électroniques seront accessibles sur le site internet mentionné ci-dessus et transmis au commissaire enquêteur qui les visera, les numérotera et les annexera au registre d'enquête pour être tenus à la disposition du public.

Article 5 : Désignation et permanences du commissaire enquêteur

Par décision susvisée, la présidente du tribunal administratif de Toulon a désigné monsieur André LALOYAU, en qualité de commissaire enquêteur.

Il se tiendra à la disposition du public pour recevoir ses observations écrites ou orales, aux jours et heures ci-dessous mentionnés en mairie de Brignoles :

Permanences	Mairie de Brignoles
lundi 1er août 2022	8h - 12h
mardi 9 août 2022	13h30 - 17h
vendredi 19 août 2022	8h - 12h
mercredi 24 août 2022	13h30 - 17h
vendredi 2 septembre 2022	8h - 12h

Article 6 : Rôle du commissaire enquêteur

Pendant la durée de l'enquête, le commissaire enquêteur pourra :

- recevoir toute information et, s'il estime que des documents sont utiles à la bonne information du public, demander au maître d'ouvrage de communiquer ces documents au public,
- visiter les lieux concernés, à l'exception des lieux d'habitation, après en avoir informé au préalable les propriétaires et les occupants,

- entendre toutes les personnes concernées par le projet, plan ou programme qui en font la demande et convoquer toutes les personnes dont il juge l'audition utile,
- organiser, sous sa présidence, toute réunion d'information et d'échange avec le public en présence du maître d'ouvrage.

Par décision motivée, le commissaire enquêteur pourra, prolonger l'enquête d'une durée maximale de quinze jours. Cette décision sera portée à la connaissance du public, au plus tard à la date prévue initialement pour la fin de l'enquête dans les conditions de lieux prévues à l'article 3 du présent arrêté.

Article 7 : Clôture de l'enquête

À l'expiration du délai d'enquête, le registre sera mis à la disposition du commissaire enquêteur et clos et signé par lui.

Dès réception du registre et des documents annexés, le commissaire enquêteur rencontrera, dans un délai de huit jours, le responsable du projet et lui communiquera les observations écrites ou orales consignées dans un procès-verbal de synthèse. Le responsable du projet disposera d'un délai de quinze jours, pour produire ses observations éventuelles.

Le commissaire enquêteur établira un rapport qui relate le déroulement de l'enquête et comporte le rappel de l'objet du projet, la liste de l'ensemble des pièces figurant dans le dossier d'enquête publique, une synthèse des observations du public, une analyse des propositions produites pendant l'enquête et, le cas échéant, les observations du responsable du projet en réponse aux observations du public.

Il consignera dans une présentation séparée, ses conclusions motivées, en précisant si elles sont favorables, favorables sous réserves ou défavorables au projet.

Article 8 : Rapport et conclusions motivées du commissaire enquêteur

Le commissaire enquêteur transmettra le rapport, les conclusions motivées, le registre d'enquête et le dossier de l'enquête correspondant au préfet (direction départementale des territoires et de la mer du Var, service urbanisme et affaires juridiques, Boulevard du 112ème Régiment d'Infanterie - CS 31209 - 83070 Toulon Cedex), dans un délai de 30 jours à compter de la date de clôture de l'enquête.

Article 9 : Diffusion du rapport et des conclusions

Le préfet adressera, dès leur réception, copie du rapport et des conclusions au responsable du projet et au maire de Brignoles.

Une copie du rapport et des conclusions du commissaire enquêteur sera tenue à la disposition du public pendant un an à compter de la date de la clôture de l'enquête :

- en mairie de Brignoles,
- à la préfecture du Var (direction départementale des territoires et de la mer du Var, service urbanisme et affaires juridiques).

Le rapport et les conclusions du commissaire enquêteur seront mis en ligne sur le site internet des services de l'État dans le Var à l'adresse mentionnée à l'article 4 du présent arrêté.

Article 10 : Autorité compétente et nature de la décision adoptée au terme de l'enquête

À l'issue de la procédure, l'autorité compétente pour accorder ou refuser l'autorisation de défrichage est le préfet du Var, par voie d'arrêté.

Article 11 : Exécution du présent arrêté

Le secrétaire général de la préfecture du Var,
Le directeur départemental des territoires et de la mer,
Le maire de Brignoles,
Le commissaire enquêteur,
sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture du Var.

Fait à Toulon, le 20 juin 2022

Pour le préfet et par délégation,
Pour le directeur départemental des territoires et de la mer
la cheffe du service urbanisme et affaires juridiques



Isabelle CATHERINEAU